ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 12 novembre 1948
d'une demande d'avis
sur un projet d'arrêté du Régent sur les comptes complémentaires des ouvriers mineurs

a donné en sa séance du

29 novembre 1948
l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

op 12 November 1948
verzocht door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

op verzocht, hem
van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent betreffende de aanvullende verlofdagen voor de mijnwerkers

heeft ter zitting van

29 November 1948
het volgend advies gegeven uitgebracht

L.51/I

Le projet a pour objet
1° de porter de six à douze le nombre forfaitaire de jours d'absence injustifiée qui ne donnent pas lieu à la réduction du congé complémentaire accordé aux ouvriers mineurs du fond;

2° d'admettre comme causes de justification en cas d'absence, divers motifs familiaux, qui ne peuvent être invoqués par d'autres travailleurs;

3° d'autoriser le cumul du congé complémentaire avec les vacances supplémentaires accordées aux travailleurs de moins de dix-huit ans;

4° de prévoir la liquidation éventuelle du pécule de vacances aux ayants droit de l'ouvrier mineur du fond.

Le congé complémentaire des mineurs du fond trouve son fondement légal dans l'arrêté-loi du 14 avril 1945, tandis que les vacances ordinaires et les vacances supplémentaires accordées à l'ensemble des travailleurs de la mine sont régies par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 Mais les deux matières apparaissent cependant intimement liées.

Le projet vise d'ailleurs les deux arrêtés-lois dans son préambule et à l'article 13 il prévoit l'application des sanctions de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

Le Conseil d'Etat propose donc un texte qui se borne à modifier certains articles de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947 déjà modifié une première fois par l'arrêté du Régent du 19 mai 1948.

Cette solution s'impose d'autant plus que deux des modifications proposées soulèvent des difficultés au point de vue de leur portée et de leur légalité.

L'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des ouvriers mineurs du fond porte (article 1er in fine) "Ces congés et avantages ne pourront se cumuler

...

avec le complément de congé accordés aux salariés âgés de moins de 18 ans".

L'arrêté du Régent du 26 mars 1947 portait (article 21 in fine) "Elles (les rémunérations des congés complémentaires) ne peuvent se cumuler avec les rémunérations prévues à l'article 14 (vacances supplémentaires des salariés et apprentis de moins de 18 ans)".

L'article 5 du projet reproduit la première phrase de l'article 21 de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947, mais omet la phrase finale. Il autorise donc implicitement un cumul que l'arrêté-loi prohibe. La suppression de la phrase finale ne se justifie pas.

L'article 8 du projet reprend l'article 8 de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947. L'alinéa premier de l'arrêté du Régent prévoit que "la rémunération afférente aux vacances est liquidée au travailleur à l'occasion de ses vacances principales". Le projet y ajoute les mots "ou à ses ayants droits".

Ces termes sont susceptibles de deux interprétations.

1) L'ouvrier ayant pris ses vacances décède. Dans ce cas le pécule de vacances est incontestablement dû et les héritiers du défunt y ont droit sans que l'arrêté du Régent doive le dire expressément.

2) L'ouvrier décède avant d'avoir pu prendre ses vacances. Les héritiers ont-ils droit dans ce cas au pécule de vacances? La question est controversée et dépend de l'interprétation des arrêtés-lois. Selon une thèse, le régime des congés et vacances des travailleurs se rattache au système de la sécurité sociale; le pécule de vacances n'est dû que si le travailleur prend effectivement ses vacances, tout comme les indemnités pour maladie ne sont dues que si le travailleur tombe effectivement malade. Selon une autre thèse, le régime des congés et vacances est différent de l'assurance maladie ou de

...

l'assurance chomage. Le travailleur est punissable s'il ne prend pas effectivement ses vacances, mais ne perd pas dans ce cas le droit au pécule. A fortiori les héritiers peuvent-ils prétendre au pécule, si le travailleur décède après avroir travaillé une année entière, mais avant la période légale des vacances.

Cette controverse peut être tranchée par le pouvoir judiciaire ou par le législateur. Un arrêté du Régent ne pourrait le faire valablement.

Arrêté du Régent modifiant en ce qui concerne les congés complémentaires des travailleurs des mines, l'arrêté du Regent du 26 mars 1947, modifié par celui du 19 mai 1948, déterminant les modalités spéciales d'application de l'arrêté loi du 3 janvier 1946 sur les vacances annuelles des travailleurs salariés en ce qui concerne les ouvriers mineurs et assimilés.

CHARLES, Prince de Belgique
Régent du Royaume

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

Vu l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des ouvriers mineurs du fond;

Vu l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, modifié par la loi du 16 juin 1947;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mars 1947, déterminant les modalités spéciales d'application de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, sur les vacances annuelles des travailleurs salariés en ce qui concerne les ouvriers mineurs et assimilés;

Vu l'arrêté du Régent du 19 mai 1948 modifiant, en ce qui concerne les congés complémentaires des travailleurs des mines, les dispositions de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947 précité;

Considérant qu'il y a lieu de modifier, en ce qui concerne les congés complémentaires accordés aux ouvriers mineurs du fond, certaines dispositions des arrêtés du Régent précités;

Vu l'avis émis par la Commission nationale mixte des mines en sa séance du 1er octobre 1948;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Article premier: L'article 19 de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947 modifié par l'arrêté du Régent du 19 mai 1948 est remplacé par la disposition suivante:

Toute absence injustifiée entraine la réduction du congé complémentaire à raison d'un jour par jour d'absence. Toutefois, en ce qui concerne les ouvriers qui ont été occupés dans les travaux souterrains pendant les douze mois entiers de l'exercice de vacances, les douze premiers jours d'absence injustifiées ne donnent lieu à aucune réduction du congé complémentaire.

Dans les cas visés aux 1°, 2° et 3° de l'article précédent, le nombre forfaitaire de jours d'absence est réduit proportionnellement au nombre entier de mois effectivement prestés dans les travaux souterrains.

Sont assimilées à des journées de travail outre les cas visés à l'article 6 les absences dues à l'un des motifs suivants:

a) maladie de moins de quatre jours attestée par certificat médical;

b) congé complémentaire obtenu au cours de l'exercice;

c) vacances ordinaires, mais uniquement dans une entreprise n'accordant pas les vacances collectives;

d) vacances ordinaires que l'ouvrier du fond a dû prendre en dehors de la période des vacances collectives;

e) décès du conjoint, d'un descendant ou d'un ascendant du premier degré: à concurrence de quatre jours au maximum;

f) décès d'un ascendant ou d'un descendant du deuxième degré, d'un frère ou d'une soeur, d'un allié du premier degré, du tuteur: à concurrence de deux jours au maximum;

g) mariage de l'intéressé: à concurrence de trois jours au maximum;

h) naissance d'un enfant de l'intéressé: à concurrence de deux jours au maximum;

i) comparution en justice, devant le conseil de milice ou de revision, à un conseil de famille;

...

Dans les cas repris sous les lettres e, f, g, h, le nombre de jours d'absence admis est augmenté de la durée normale du voyage, si l'ouvrier a dû quitter le territoire belge.

Les absences visées au présent article ne sont prises en considération que pour autant que le travailleur ait fourni des prestations effectives, au cours de l'exercice, ou au cours de chaque fraction de cet exercice donnant droit à un congé complémentaire proportionnel.

Article 2. L'article 22 de l'arrêté du Régent du 26 mars 1947 modifié par l'arrêté du Régent du 19 mai 1948 est remplacé par le texte suivant :

Les congés doivent être accordés entre le 1er juillet et le 30 juin de l'année suivante.

Pour le surplus, les articles 5, 6, 8, 11 alinéa 1er, 12 et 13 leur sont applicables.

Article 3.

"Le premier exercice de vacances soumis à l'application du présent arrêté prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre 1948".

Article 4.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Régent:
Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Finances,

Version néerlandaise de l'avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

Het ontwerp heeft tot doel:

1°. het vastgesteld forfaitair getal dagen van onverantwoorde afwezigheid welke geen aanleiding geven tot een vermindering van de aanvullende verlofdagen die aan de mijnwerkers van de ondergrond worden toegestaan, van zes op twaalf te brengen;

2° in geval van afwezigheid, als gronden van rechtvaardiging verschillende familieredenen toe te staan die door andere arbeiders niet mogen worden ingeroepen;

3° cumulatie toe te laten van de aanvullende verlofdagen en het bijkomend verlof, dat aan de arbeiders van minder dan 18 jaar wordt verleend;

4° de eventuele uitbetaling te voorzien van het verlofgeld aan de rechthebbenden van de mijnwerker van de ondergrond

De wettelijke basis voor de aanvullende verlofdagen der mijnwerkers van de ondergrond is de besluitwet van 14 April 1945, terwijl het gewoon en het bijkomend verlof toegekend aan al de mijnwerkers door de besluitwet van 3 Januari 1946 worden geregeld.

Beide aangelegenheden blijken echter nauw met elkander in verband te staan.

In de inleiding verwijst het ontwerp trouwens naar beide besluitwetten en in artikel 13 wordt de toepassing voorzien van de door de besluitwet van 3 Januari 1946 bepaalde sancties.

De Raad van State stelt derhalve een tekst voor waarin alleen een wijziging wordt aangebracht aan sommige artikelen van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 dat een eerste maal reeds door het besluit van de Regent van 19 Mei 1948 gewijzigd werd.

.../...

Deze oplossing dringt zich op te meer daar bij twee der voorgestelde wijzigingen moeilijkheden ontstaan wat betreft hun draagwijdte en hun wettelijkheid.

De besluitwet van 14 April 1945 betreffende het jaarlijks verlof van de ondergrondse mijnwerkers bepaalt (artikel 1, in fine) :

" Bedoelde verloven en voordelen mogen niet samengaan met het aan de loontrekkenden van minder dan 18 jaar verleende aanvullend verlof".

Door het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 werd bepaald: (artikel 21 in fine) :

" Ze (bezoldigingen voor aanvullende verlofdagen) kunnen niet worden gecumuleerd met de bij artikel 14 (bijkomend verlof der loontrekkende arbeiders en der leerjongens die minder dan 18 jaar oud zijn)voorziene verlofbezoldigingen".

In artikel 5 van het ontwerp wordt de eerste zin van artikel 21 van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 overgenomen doch de slotzin overgeslagen. Het laat dus impliciet een cumulatie toe die door de besluitwet verboden wordt. Het wegvallen van de slotzin kan niet verantwoord worden.

In artikel 8 van het ontwerp wordt artikel 8 van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 overgenomen. De eerste alinea van het besluit van de Regent bepaalt dat "het verlofgeld aan de arbeider uitbetaald wordt ter gelegenheid van zijn hoofdverlof". Het ontwerp voegt er de woorden " of aan zijn rechthebbenden" aan toe.

Deze woorden laten twee interpretaties toe.

1) De arbeider die verlof genomen heeft sterft. In dit geval is het verlofgeld ontegensprekelijk verschuldigd en de erfgenamen van de overledene hebben er recht op zonder dat zulks uitdrukkelijk in het besluit van de Regent moet vermeld worden.

.../...

2) De arbeider sterft alvorens hij verlof heeft kunnen neme Hebben de erfgenamen in dit geval recht op het verlofgeld? De vraag wordt betwist en hangt af van de interpretatie der besluitwetten. Volgens een eerste standpunt, houdt het regime van de verlofdagen en van het verlof der arbeiders verband met het systeem der maatschappelijke zekerheid; het verlofgeld is maar verschuldigd wanneer de arbeider werkelijk verlof neemt, zoals het ziekengeld alleen verschuldigd is wanneer de arbeider werkelijk ziek wordt. Volgens een ander standpunt is het regime van de verlofdagen en van het verlof verschillend van de verzekering tegen ziekte of de verzekering tegen werkloosheid. De arbeider is strafbaar indien hij zijn verlof niet werkelijk neemt, doch verliest in dit geval niet het recht op verlofgeld. A fortiori mogen de erfgenamen aanspraak maken op het verlofgeld indien de arbeider sterft na een gans jaar gearbeid te hebben, doch vóór de wettelijke verlofperiode. Dit twistpunt kan door de rechterlijke macht of door de wetgever beslecht worden.
Een besluit van de Regent zou dit niet geldig kunnen doen.

Ontwerp door de Raad van State voorgesteld:

Besluit van de Regent houdende wijziging, wat betreft de bijkomende verlofdagen van de mijnwerkers, van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947, gewijzigd door dit van 19 Mei 1948, houdende bepaling van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van de besluitwet van 3 Januari 1946 in zake de jaarlijkse verlofdagen van de loonarbeiders, wat betreft de mijnwerkers en gelijkgestelden.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden;

Gelet op de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het jaarlijks verlof van de ondergrondse mijnwerkers;

Gelet op de besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, gewijzigd door de wet van 16 Juni 1947;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 tot bepaling van de speciale modaliteiten van toepassing der besluitwet van 3 Januari 1946, betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, voor de mijnwerkers en de daarmee gelijkgestelde arbeiders;

Gelet op het besluit van de Regent van 19 Mei 1948 houdende wijziging, wat de bijkomende verlofdagen van de mijnwerkers betreft, van de bepalingen van het voornoemd besluit van de Regent van 26 Maart 1947;

Overwegende dat, wat betreft de bijkomende verlofdagen die aan de mijnwerkers van de ondergrond worden verleend, sommige bepalingen van de voornoemde besluiten van de Regent moeten gewijzigd worden;

Gelet op het advies door de Nationale gemengde Mijncommissie, ter zitting van 1 October 1948 uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel één :-

Artikel 19 van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947, gewijzigd door het besluit van de Regent van 19 Mei 1948 wordt vervangen door volgende bepaling:

Voor elke onverantwoorde afwezigheid worden de bijkomende verlofdagen verminderd met één dag per dag afwezigheid.

Wat betreft de arbeiders die gedurende de volle twaalf maanden van het verlofdienstjaar in de ondergrond hebben gewerkt, geven de eerste twaalf dagen van niet verantwoorde afwezigheid echter geen aanleiding tot enige vermindering van de bijkomende verlofdagen.

In de gevallen bedoeld in 1°, 2° en 3° van vorig artikel, wordt het forfaitair getal afwezigheidsdagen verminderd inverhouding tot het geheel getal maanden gedurende dewelke werkelijk in de ondergrond gearbeid werd.

Worden met arbeidsdagen gelijkgesteld buiten de gevallen bepaald in artikel 6, de afwezigheden die aan een van de volgende redenen te wijten zijn:

a) ziekte van minder dan vier dagen gestaafd door een geneeskundig attest;
b) bijkomende verlofdag bekomen tijdens het dienstjaar;
c) gewoon verlof, doch uitsluitend in een onderneming waar het verlof niet collectief wordt verleend;
d) gewoon verlof dat de arbeider van de ondergrond heeft moeten nemen buiten de periode van het collectief verlof

.../...

e) overlijden van de echtgenoot, van een bloedverwant in de eerste graad in opgaande of nederdalende lijn: maximum vier dagen;

f) overlijden van een bloedverwant in de tweede graad in opgaande of nederdalende lijn, van een broeder of zuster, van een aanverwant in de eerste graad, van de voogd: maximum twee dagen;

g) huwelijk van belanghebbende: maximum drie dagen;

h) geboorte van een kind van belanghebbende: maximum twee dagen;

i) verschijnen in rechte, vóór de militieraad of de herkeuringsraad, op een familieraad;

In de gevallen voorzien in e), f), g), h), wordt het toegestane getal afwezigheidsdagen vermeerderd met de normale duur der reis, indien de arbeider het Belgisch grondgebied heeft moeten verlaten.

Er wordt met de in dit artikel bedoelde afwezigheden slechts rekening gehouden in zover de arbeider werkelijk heeft gearbeid tijdens het dienstjaar of in de loop van elk gedeelte van dit dienstjaar dat op proportionee aanvullende verlofdagen recht geeft.

Artikel 2.-

Artikel 22 van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947 gewijzigd door het besluit van de Regent van 19 Mei 1948 wordt vervangen door de volgende tekst:

De verlofdagen moeten verleend worden tussen 1 Juli en 30 Juni van het volgend jaar.

Bovendien zijn de artikelen 5,6, 8, 11 alinea 1, 12 en 13 er op van toepassing.

.../...

Artikel 3.-

" Het eerste verlofdienstjaar waarop dit besluit van toepassing is gaat in op 1 Januari en eindigt op 31 December 1948".

Artikel 4.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Financiën worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Vanwege de Regent :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Financiën,

L-51/1

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat , Président
De Heren : voorzitter van de Raad van State , Voorzitter

V. DEVAUX
M. [illegible] , Conseillers d'Etat
Raadsheren van State.

C. [illegible]
A. [illegible] , Assesseurs de la section de législation
Bijzitters van de afdeling wetgeving.

G.[illegible], greffier adjoint , Greffier,
adjunct-griffier Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M.Suetens, président

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. Suetens, Voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,